



Résolution générale

Des travaux de la commission des résolutions, sont sortis quatre textes. Le premier, présenté par Jacques Kergoat, a recueilli 26 mandats (4,2 %). Le deuxième, soumis à l'approbation du Conseil National par Emmanuel Terray et Journat, a obtenu 95 mandats (16,7 %). Le troisième défendu devant le Conseil par Philippe Simon, Manuel Bridier et Marc Heurgon, a totalisé 116 mandats (20,5 %). Enfin la résolution majoritaire — que nous reproduisons ci-après — a été présentée au Conseil par Jean-Marie Vincent, Robert Chapuis, Robert Dubreuil et Serge Mallet. Elle a recueilli 326 mandats (58,60 %).

Depuis Mai 68, la combativité des ouvriers et des paysans n'a cessé de se manifester. Les couches sociales qui constituaient le principal soutien du régime capitaliste entrent en conflit ouvert avec le système politique. Le régime s'avère incapable de maîtriser les problèmes sociaux posés par la concentration de plus en plus accentuée des moyens de production.

Mais l'incertitude politique qui pèse sur la classe ouvrière et ses alliés favorise l'éparpillement et le cloisonnement des luttes et alimente les courants réformistes et corporatistes qui découragent l'initiative des masses.

Relier étroitement les luttes qui se développent sur les différents terrains de la lutte de classes, organiser le combat contre le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie, créer les conditions d'une prise du pouvoir par les travailleurs, préparer une transition vers le socialisme en assurant l'hégémonie politique et sociale des forces ouvrières, tels sont les impératifs essentiels du combat

socialiste. Ils impliquent l'existence dans notre pays d'une puissante force révolutionnaire.

En construisant un parti révolutionnaire, les travailleurs se donneront l'instrument qui leur permettra de s'affirmer en tant que force politique collective et de présenter une alternative non seulement à l'après-gaullisme en crise, mais au régime capitaliste et à son Etat, et d'empêcher ainsi une autre alternative capitaliste.

La construction d'un tel parti étroitement lié aux masses est donc pour le P.S.U. l'exigence prioritaire.

La première condition est d'inscrire le P.S.U. lui-même dans le combat des masses. Ce choix fondamental a été assuré dans les faits en Mai 1968, inscrit dans l'orientation du parti par les thèses du Congrès de Dijon, confirmé et précisé par le Conseil national de novembre 1969.

Il importe aujourd'hui de définir sur les principaux terrains de lutte, et particulièrement sur le terrain prioritaire des entreprises, la stratégie

révolutionnaire capable de donner aux luttes de masse le débouché politique qu'elles requièrent. En imposant le contrôle ouvrier, en organisant la résistance contre la pression capitaliste sur le cadre de vie, en donnant aux forces paysannes des moyens de lutte contre l'organisation capitaliste du monde agricole, en développant les luttes scolaires, universitaires et culturelles contre le poids de l'idéologie bourgeoise et l'intégration au système capitaliste, le P.S.U. s'inscrit de façon déterminante dans le combat révolutionnaire.

De ce fait, le P.S.U. se trouve placé devant des responsabilités nouvelles par rapport à l'ensemble des militants révolutionnaires, organisés ou non, qu'ils se déterminent dans une action politique ou syndicale. Il se doit aussi de définir les conditions propres à assurer la victoire du courant révolutionnaire sur les courants réformistes, qu'ils soient animés par le P.C.F. ou par des forces du type social-démocrate. Le parti doit éviter toute initiative qui amènerait à confondre la force révolutionnaire qu'il s'agit de créer avec une avant-garde idéologique enfermée dans son langage et ses pratiques sur des terrains particuliers tels que l'Université. Mais il sait aussi que le programme révolutionnaire, c'est-à-dire l'ensemble des objectifs et des moyens qui débouchent sur la conquête du pouvoir, n'est pas encore devenu un élément essentiel de la pratique des masses.

Le P.S.U. ne prétend pas trouver la solution tout seul. Il ne s'agit pas. d'octroyer le socialisme à la classe ouvrière ou de lui fournir des recettes toutes faites ; les travailleurs doivent se convaincre par leur propre expérience que les objectifs fondamentaux de l'époque présente — lutte pour le contrôle ouvrier et contre les conditions de vie imposées par le capitalisme hors les lieux de travail — conduisent à mettre en question tout le système économique et politique.

La construction d'un parti révolutionnaire implique donc, non seulement le rassemblement du maximum de militants révolutionnaires mais aussi le développement d'un mouvement de masse en vue de gagner le plus grand nombre d'ouvriers aux perspectives révolutionnaires. C'est pourquoi le P.S.U. doit chercher sans faux-fuyants le regroupement des forces révolutionnaires telles qu'elles existent aujourd'hui (militants communistes, oppositionnels, militants syndiqués ou inorganisés et groupes révolutionnaires). Il affirme qu'il est prêt à s'intégrer dans une organisation plus large et plus apte à répondre aux exigences de la situation. Ce regroupement est nécessaire pour mettre fin aux divisions qu'utilise le pouvoir, et pour permettre l'action des couches sociales

d'origine intellectuelle avec la grande masse des travailleurs. Le P.S.U. ne met pas comme condition à son insertion dans ce regroupement l'acceptation de tous les courants et groupes auxquels il s'adresse.

Mais toute fusion à laquelle le P.S.U. se prêterait n'aurait de sens que si elle marquait un pas en avant effectif dans l'action révolutionnaire des masses. Il est clair en effet que beaucoup de groupes révolutionnaires n'ont pas encore abandonné les comportements sectaires qui les ont marqués dès leurs origines. Ils surestiment trop souvent la portée et l'efficacité de leurs mots d'ordre et tendent à ne voir dans les organisations de masse ouvrières et paysannes, que des obstacles sur la voie de la mobilisation populaire. Les pratiques qui en découlent tendent inévitablement à les isoler et à limiter leur influence à des couches bien particulières (étudiants, quelques secteurs jeunes de la classe ouvrière), socialement marginales. Pour toutes ces raisons, les pratiques unitaires et la recherche du regroupement avec eux présuppose une critique sans complaisance de leurs erreurs.

L'étape actuelle de la construction du parti révolutionnaire passe par trois initiatives simultanées :

- Proposition de discussion avec tous les groupes révolutionnaires, y compris les opposants communistes, sur les problèmes de la construction du parti révolutionnaire en posant les critères principaux qui permettent de mesurer les possibilités d'avancement du regroupement :

- la nature et la composition sociale du parti à construire, son rôle et sa stratégie,

- la conception du rapport entre le parti et les masses, l'analyse du rôle actuel des mouvements de masse (syndicats notamment) et le choix d'une politique de front unique à l'égard du Parti communiste,

- les formes actuelles de la violence révolutionnaire de masse,

- l'application de l'héritage de la révolution d'Octobre,

- les problèmes de l'internationalisme.

Ces discussions, nourries par l'analyse des pratiques communes, permettront de vérifier avec quels groupes sont réunies les conditions politiques d'une fusion organique.

- Adoption et mise en pratique d'une politique de front unique avec le P.C.F. Cette politique implique à la fois des discussions à la base et au sommet avec lui sur les conditions générales de la lutte défensive et offensive face au gouvernement et au patronat et des initiatives unitaires en vue d'actions déterminées. C'est à travers une telle politique qu'apparaîtra aux yeux des militants du

P.C.F. et des masses influencées par lui l'impasse que représente la politique immobiliste pratiquée par la direction du P.C.F. et les solutions réformistes qu'il préconise, politique qui ne répond pas aux aspirations d'une partie grandissante de la classe ouvrière aux changements et aux virtualités révolutionnaires qu'elles impliquent. Cette politique permettra également de montrer l'erreur politique grave qu'est son refus de défendre les militants révolutionnaires face à la répression.

• Accentuation de notre propre transformation, tant en ce qui concerne l'enracinement social du parti que ses pratiques organisationnelles par des discussions internes sur les formes et la nature du parti révolutionnaire et surtout par l'application effective des éléments de notre stratégie sur le

contrôle ouvrier et la lutte anticapitaliste dans le cadre de vie. C'est à partir de cette application que pourra être assurée la liaison du parti et des militants révolutionnaires inorganisés politiquement et avant tout les militants syndicalistes. Le recrutement réalisé dans ce cadre et les pratiques unitaires communes qui s'y dégageront empêcheront la nouvelle formation de présenter un caractère trop intellectuel et non populaire.

Ces trois initiatives, menées simultanément, permettront de regrouper les militants révolutionnaires soucieux d'affronter le régime et l'Etat capitaliste avec des chances de succès.

*(Tribune Socialiste n° 461,
2 juillet 1970. Pages 5 et 6)*

Contrôle ouvrier

A l'issue du débat sur le contrôle ouvrier, le Conseil national a adopté à l'unanimité la résolution sur le **contrôle ouvrier** telle que l'avait préparée la conférence nationale des sections et groupes d'entreprises (cf. T.S. N° 457). Le Conseil a par ailleurs précisé les rapports entre contrôle ouvrier et syndicats dans une résolution qu'on trouvera ci-après, adoptée à l'unanimité moins trois abstentions.

(Tribune Socialiste n° 461, 2 juillet 1970. Page 6)

Dans la période actuelle, l'efficacité de l'action du Parti révolutionnaire nécessite sans aucun doute l'intervention d'organisations de masse.

Certes, nous devons être conscients des risques de déviations économistes et bureaucratiques propres aux formes actuelles de l'action syndicale.

Mais sur cette base, nous devons préciser les implications du mot d'ordre de contrôle ouvrier au niveau de la pratique et de l'organisation syndicales.

1) La forme syndicale n'est pas par elle-même dépassée. Dans la période actuelle, les syndicats représentent toujours une forme irremplaçable d'organisation et de coordination des luttes correspondant au premier niveau de prise de conscience des masses ouvrières.

2) De nouvelles formes de luttes, plus dures dans leurs objectifs et plus démocratiques dans leur mode de conduite, tendent à se développer dans certains secteurs (cf. Lacq). De telles actions préfigurent le contenu concret du mot d'ordre de

contrôle ouvrier.

3) Mais nous ne pouvons donner pour objectif à l'intervention du Parti dans les entreprises de se développer contre les organisations syndicales existantes, avec pour objectif avoué la construction d'une organisation ouvrière de type nouveau, assurant la fusion immédiate de l'action politique et de l'action syndicale. Un tel choix, appliqué à la phase actuelle, ne peut conduire qu'à isoler les militants révolutionnaires et à laisser le contrôle des luttes réelles aux forces réformistes.

4) C'est pourquoi le débouché politique des luttes revendicatives ne pourra être trouvé que si le Parti se donne deux objectifs complémentaires dans les entreprises (à mettre en œuvre à partir des situations concrètes) :

• le renforcement systématique de l'organisation politique sur les lieux de production (groupes et sections d'entreprises) avec le soutien organisé des sections locales ;

- la présence massive et offensive des militants révolutionnaires au sein des organisations de masses existantes, y imposant par une pratique exigeante de la démocratie ouvrière (assemblées du personnel) le durcissement des formes et des objectifs de lutte qu'implique le mot d'ordre de *contrôle ouvrier*.

(Tribune Socialiste n° 461, 2 juillet 1970. Page 6)

Rectificatif

La résolution sur le contrôle ouvrier, publiée dans notre dernier numéro, n'était pas, comme nous l'avons indiqué par erreur, le texte adopté par le Conseil National de Rouen. En fait, il s'agissait d'un premier projet soumis aux délibérations de la Commission et qui a été amendé par celle-ci. Il faut, en particulier, noter que la Commission a rétabli le fait que le contrôle ouvrier était un **axe de lutte** et non un simple mot d'ordre. Mais, pour l'essentiel, les amendements retenus ne modifiaient pas la substance de l'orientation.

(Tribune Socialiste n° 462, 9 juillet 1970. Page 12)

Répression

Le pouvoir accroit sans cesse sa violence répressive. Après avoir pendant des mois fait la chasse aux vendeurs de journaux, fiché les militants, interdit les manifestations, poursuivi les distributeurs de tracts, il frappe aujourd'hui sans retenue, viole ses propres lois, en fabrique d'autres sur mesure, emplit les prisons, calomnie le mouvement révolutionnaire de toute la force de sa propagande, suscite des bandes fascistes et met en place un dispositif de répression policière et judiciaire sans précédent.

La liste de ses exactions est impressionnante : les saisies de journaux, les condamnations à de lourdes peines de prison de Jean-Pierre Le Dantec et de Michel Le Bris, celles d'étudiants accusés d'avoir seulement écrit sur les murs leur opinion, les sanctions universitaires et judiciaires contre lycéens, étudiants et professeurs hostiles au régime, et en particulier celles qui viennent de frapper Lévy-Leblond ou Gilbert Mury, les expulsions d'étrangers, la répression patronale, l'arrestation d'Alain Geismar venant après la scandaleuse dissolution de « La Gauche Prolétarienne », l'arrestation sélective des vendeurs de « La Cause du peuple » constituent autant de coups portés à des militants dont le P.S.U. s'affirme, face à la répression qui les frappe, totalement solidaire.

Il faudrait être stupide pour ne pas comprendre que les coups ainsi portés par l'adversaire contre certains frappent en réalité l'ensemble du mouvement révolutionnaire et cherchent à l'atteindre quand il est encore en ordre dispersé. Nos divergences profondes ne doivent en aucune façon être exploitées par l'ennemi face auquel il est nécessaire de se défendre ensemble. La politique

répressive du pouvoir ne peut être brisée que par une riposte de masse. Il est nécessaire aujourd'hui de montrer la nature de la répression et la stratégie dans laquelle elle s'insère et qui vise d'une part à détourner l'attention de la classe ouvrière du front principal des luttes, et d'autre part, à se forger des armes en prévision des grands combats qui viennent.

C'est pour cette raison que le P.S.U. apporte son soutien sans réserve au « Secours Rouge » qui vient d'être créé. Par delà les divisions des groupes et des organisations révolutionnaires qui le soutiennent, le « Secours Rouge » doit faire appel à l'ensemble des militants ouvriers, étudiants et paysans, organisés ou non, afin de créer un vaste mouvement capable de lutter juridiquement et politiquement contre toutes les formes que prend aujourd'hui la répression.

Les militants, les groupes, les sections, les fédérations du P.S.U. devront avec tous ceux qui veulent lutter contre l'arbitraire et la répression, prendre l'initiative d'un combat de masse sur tous les cas de répression dont ils auront connaissance. C'est par ces actions à la base et leur coordination progressive que se créera vraiment le « Secours Rouge ». Le P.S.U. soutiendra à tous les niveaux les campagnes qui seront lancées sur le plan national et luttera dans l'unité contre la volonté du pouvoir de détruire le courant révolutionnaire, conscient qu'un échec à sa politique de répression sera un élément capital pour les succès des luttes à venir de toutes les couches exploitées.

*(Tribune Socialiste n° 461,
2 juillet 1970. Page 7)*

Cadre de vie



On trouvera ci-après la résolution sur le **cadre de vie**, rapportée par Jacques Pietri, et adoptée à l'unanimité moins 17 abstentions. Le Conseil a par ailleurs adopté une résolution sur les élections municipales que nous publierons la semaine prochaine.

L'exploitation capitaliste de notre cadre de vie

Les travailleurs sont exploités 24 heures sur 24. Le capitalisme ne se contente pas d'exploiter des travailleurs dans le cadre de leur travail, dans leur entreprise, il les opprime également dans la façon dont il les loge, dont il les transporte, dont il leur dispense des loisirs ; en bref, l'aliénation et l'exploitation capitalistes concernent l'ensemble du cadre de vie quotidien.

La bourgeoisie a découvert qu'elle pouvait tirer profit des travailleurs par le moyen de l'habitat, les transports, des équipements. Mais ceci implique de sa part la nécessité de détruire la notion de service public, de chercher la rentabilisation maximum et la plus rapide possible des capitaux investis.

Le système développe pour sa survie la production de nouveaux besoins ; les profits qui en sont retirés permettent à la bourgeoisie de reprendre d'un côté aux travailleurs ce qu'elle a été obligée de leur accorder de l'autre. Cette situation est d'autant plus scandaleuse que ces nouvelles productions sont développées alors même que les besoins essentiels d'une partie importante de la population, (immigrés, vieillards...) ne sont même pas pris en compte.

A cet égard les choix opérés par le VI^e Plan sont parfaitement significatifs et illustrent l'offensive du capitalisme pour supprimer toutes les entraves à son libre développement. C'est ainsi que la politique actuelle conduit d'une part à la recherche de la rentabilisation maximum des services publics, en accroissant les pressions sur les usagers, d'autre part à livrer aux secteurs privés les activités les plus

rémunératrices, à démanteler systématiquement les quelques moyens de contrôle dont disposait l'Etat en matière d'aménagement. Cette politique conduit à donner la priorité à la consommation individuelle au détriment des équipements collectifs ; elle ne peut que conduire au sous-équipement accentué à la fois, en particulier, des ensembles urbains récents et des zones rurales.

La privatisation de l'espace pour des raisons de profit a des conséquences directes sur notre cadre de vie. L'espace accordé s'amenuise. La tendance à nous cantonner dans notre logement s'aggrave. Hors du lieu d'habitation et de l'entreprise, nous sommes souvent considérés comme suspects, les travailleurs ne sont pratiquement plus tolérés dans la ville.

Fondamentalement, la stratégie capitaliste actuelle traduit la volonté idéologique de la bourgeoisie d'intensifier son oppression vis-à-vis des travailleurs en leur imposant un cadre de vie et un modèle culturel basés sur le profit et l'exploitation. Les travailleurs sont de plus en plus écartelés entre leur domicile et leur lieu de travail, dispersés dans des banlieues-dortoirs où tout est fait pour empêcher une vie collective de se développer. Les travailleurs sont victimes d'une ségrégation les rejetant de plus en plus loin du centre des villes, les réduisant à l'état de consommateurs passifs sans possibilité de contrôle sur leurs propres conditions de vie.

La ville produite par le capitalisme moderne a pour but l'intégration à la soi-disant « nouvelle société » et la désagrégation de la lutte de classe. Cette ville résulte du processus de production capitaliste. Penser qu'il est possible de construire une ville socialiste est illusoire et trompeur. Une ville socialiste n'est envisageable que si est mis en

place un mode de production socialiste. En attendant, il faut se battre pour avoir des villes meilleures mais sans croire qu'il serait possible de vivre des rapports sociaux socialistes en régime capitaliste.

*Nécessité du combat révolutionnaire
sur le cadre de vie*

S'il n'y a pas d'urbanisme socialiste, il y a cependant une façon socialiste d'étudier l'urbanisme ; c'est de travailler à la prise de conscience des contradictions vécues dans la ville capitaliste, pour préparer la classe ouvrière à prendre directement en charge la production de son cadre de vie.

Face à la stratégie capitaliste, le P.S.U. entend répondre et placer son action vis-à-vis du cadre de vie sur le seul terrain où elle doit se situer : *celui de la lutte des classes*. L'aménagement urbain ou rural n'étant pas autre chose que la traduction, sur le plan spatial, des rapports sociaux et par conséquent des antagonismes de classe, notre stratégie doit être conçue sur une base de classe.

Confrontés au problème du cadre de vie, les militants du Parti doivent se livrer à une analyse

approfondie. Ils ne doivent pas cesser d'apprendre, par une pratique active dans les masses, quels sont leurs révoltes et leurs besoins.

Il est certain que dans ce domaine les militantes interviennent de façon privilégiée.

Ils provoqueront ou renforceront l'organisation des masses au cours d'actions précises qui visent à faire aboutir les revendications collectives et individuelles et qui conduisent inéluctablement à une rupture avec les règles de la bourgeoisie. Les ambiguïtés gestionnaires ou participationnistes de ces conquêtes doivent être continuellement mises en évidence.

Dans le même temps, les sections du Parti agissant sur ce terrain de luttes se livreront à un travail d'explication sur la nature de classe des luttes engagées, profondément solidaires de celles qui sont menées selon l'axe du contrôle ouvrier, contre un adversaire commun.

Il est clair en effet que seul un combat offensif de l'ensemble des travailleurs peut abattre le système d'oppression qui pèse sur tous les domaines de la vie sociale. □

(*Tribune Socialiste* n° 461,
2 juillet 1970. Page 7)

Résolution sur les élections municipales

Le P.S.U. ne peut aborder le problème des élections municipales qu'en le replaçant dans le cadre de sa stratégie générale.

1. L'action municipale n'est qu'une application de la stratégie générale du parti en particulier en ce qui concerne la place de l'action locale. Elle ne se justifie que si elle permet d'amplifier les luttes constantes qui sont menées dans les communes principalement à propos du « cadre de vie ».

Cette constatation implique que les équipes locales du P.S.U. qui aborderont la dimension municipale des luttes :

— auront déjà une existence réelle sur le terrain des luttes de masse dans la localité ;

— auront une option claire en ce qui concerne les bases sociales de leur action (une municipalité au service des travailleurs, liaison avec l'axe de lutte du « contrôle ouvrier ») ;

— seront en liaison constante avec les

forces qui se manifestent sur le terrain des luttes sociales.

2. L'action municipale est d'abord gestionnaire et donc nécessairement ambiguë dans le cadre du système capitaliste. Les élus éventuels du P.S.U. ne peuvent refuser cet aspect gestionnaire d'une municipalité qui utilise au mieux et pour le service des travailleurs les possibilités de réalisation de plus en plus réduites qui sont laissées aux collectivités locales. Mais pour ne pas nous laisser intégrer par des tâches gestionnaires, notre souci majeur **doit être de déborder sans cesse la simple gestion pour faire apparaître aux yeux de la population les limites de l'action municipale**. Une recherche de points de rupture doit être au centre de notre stratégie à l'intérieur des municipalités ;

• **rupture par rapport à la mainmise du capitalisme sur la production du cadre de vie** autour de l'idée de l'impuissance

croissante des collectivités locales en face de l'offensive spéculative et affairiste ;

- **rupture par rapport à la complicité** entre l'Etat centralisé et l'offensive capitaliste autour de la lutte contre la centralisation et contre tous les aspects de la tutelle (apolitisme municipal, fiscalité, faiblesse technique devant les rouages technocratiques de l'Etat) ;

- **rupture par rapport à la complicité possible du pouvoir municipal** « distributeur de la pénurie » et les puissances politiques et économiques qui déterminent le pouvoir réel ;

- **dénonciation d'un système** municipal qui se contente de respecter les règles du jeu capitaliste et devient un simple rouage déconcentré de l'Etat ;

- **rupture par rapport à la conception même du pouvoir municipal** tel qu'il est défini par la loi de 1884 ; c'est-à-dire refus de l'autoritarisme légal des Maires, de la décision occulte d'un petit groupe dirigeant de ministres, de l'impérialisme municipal vis-à-vis des associations locales, mais au contraire introduction de la population par tous les moyens et à tous les niveaux du débat municipal (circulation de l'information, bulletins municipaux et autres moyens pédagogiques, commissions extra-municipales, encouragements au pluralisme des associations). Il faut faire des municipalités des centres de rassemblement de la population contre le pouvoir ;

- **rupture par rapport au découpage géographique actuel des communes**, par la recherche d'une démocratie au niveau des quartiers et par la recherche des solidarités intercommunales.

3. Notre capacité de faire prévaloir une telle conception de l'action municipale replacée dans une stratégie générale, seuls ou en alliance, **est le seul critère de notre présence ou de notre absence de la bataille municipale. Chaque section, chaque fédération** doit faire une analyse précise du rapport de forces local pour savoir si oui ou non il nous est possible de transformer aussi, au fond, la conception même du rôle des municipalités, dans une stratégie offensive vis-à-vis du pouvoir centralisé et de la mainmise du capitalisme sur le cadre de vie.

Ce débat au fond autour de l'idée « des municipalités pourquoi faire? », « des élus pourquoi faire ? » doit être un préalable à toute perspective d'alliance aussi bien avec

les forces politiques qu'avec les groupements locaux qui accepteraient de discuter dans une telle optique. L'accord sur une telle conception, marque aussi la seule limite des alliances.

Ce choix implique le refus de commencer de poser le problème de manière classique,

- soit par le biais des dosages entre des forces simplement coalisées dans une perspective électoraliste ;

- soit par le biais d'une discussion d'un programme-catalogue revendicatif plus ou moins apolitique. Il ne s'agit pas seulement de savoir ce qu'on va réaliser ensemble. Il s'agit d'abord de savoir comment des forces politiques coalisées peuvent utiliser les municipalités comme un centre politique de lutte contre l'Etat bourgeois et contre le système capitaliste.

4. La difficulté de la présence socialiste et révolutionnaire sur ce terrain ambigu nécessite que des précautions soient prises afin d'éviter un nouvel enlèvement ;

- le choix de candidats politiquement formés et d'un militantisme assuré, capables de résister à la pression sclérosante et réformiste de la structure et du milieu et d'y défendre la stratégie par le parti ;

- l'instauration d'une liaison étroite avec les sections et les directions fédérales en vue d'animer, de soutenir et de contrôler le travail des élus ;

- l'instauration d'une autorité nationale chargée de faire respecter la discipline du parti, pour une cohérence totale de nos positions locales et en liaison avec les fédérations.

L'exploration des possibilités d'alliances sur les bases politiques ainsi définies est, de toute évidence, de niveau national, en ce qui concerne les villes de plus de 30.000 habitants. En particulier la délégation nationale qui rencontre le Parti Communiste doit étendre son champ d'exploration à ce domaine municipal et rapporter devant une instance nationale, en ce qui concerne la possibilité ou non de faire prévaloir notre conception auprès de nos éventuels partenaires.